

Est-ce que nous voulons « tuer des gens et casser des choses » en Afrique ?

Les réflexions d'un historien sur le Commandement africain

LIEUTENANT COLONEL ROBERT MUNSON, USAFR

Une rengaine répandue dans les forces armées est que leur mission est de « tuer des gens et de casser des choses. » Les forces armées, en fin de compte, sont un organisme dédié à la protection des États-Unis en tuant ses ennemis et en détruisant leurs moyens de faire la guerre. Cela a été couronné de succès plusieurs fois pendant les deux guerres mondiales, mais au Vietnam et même maintenant en Irak ? Est-ce que la guerre du Vietnam a été gagnée en accomplissant cette mission ? Est-ce que l'on peut gagner l'Irak de cette façon ? Alors que ce slogan motive les forces armées, le rôle de « tuer des gens et de casser des choses » n'est pas la mission que le gouvernement américain confie la plupart du temps aux forces armées.

Je vais juxtaposer cette vision avec une impression poignante datant de mon poste en Afrique occidentale à l'ambassade des États-Unis à Abuja, Nigeria. En décembre 2001, pendant les opérations militaires en Afghanistan, je surveillais l'achèvement de deux projets d'assistance humanitaire entamés sous mes prédécesseurs. L'un de ces projets était la construction d'un petit agrandissement d'une maternité opérée par l'église catholique à la périphérie d'Abuja. Quand il s'est agi d'ouvrir le bâtiment, j'ai aidé le diocèse d'Abuja à

organiser une grande inauguration où l'archevêque local ferait l'un des discours. A la fin du discours, l'archevêque a capturé l'attention non seulement de l'audience, mais aussi la mienne quand il a expliqué comment il n'avait jamais pensé que les forces armées américaines « faisaient autre chose que bombarder les gens. Je sais maintenant qu'elles bâtissent des hôpitaux pour les aider. »

Casser des choses ou aider ? C'est une question importante à considérer dans l'optique de la création du nouveau Commandement Africain – AFRICOM. Casser des choses ou aider ? Ces deux visions de la mission des forces armées américaines doivent en fin de compte être réconciliées sur un objectif prédominant – le nouvel organisme doit, dans tous les cas, soutenir la politique étrangère des États-Unis. La vue de l'archevêque illustre comment la politique américaine serait mieux servie par un nouvel AFRICOM basé sur des opérations multilatérales avec les conditions africaines à l'esprit plutôt que de dépendre de la vieille impression, quelque peu erronée, des forces armées américaines comme un instrument armé uniquement pour faire les grandes guerres. Pour soutenir ces opérations multilatérales, le commandement doit être vraiment un organisme interministériel plutôt

Robert Munson est lieutenant colonel dans l'United States Air Force Reserve, servant une période d'active en tant que professeur assistant d'Études militaires comparées, Air Command and Staff College, base aérienne de Maxwell, Alabama. Il a servi dans de nombreux postes en Europe et en Afrique. Son PhD de Boston University est en histoire africaine, avec une dissertation analysant les changements de paysage terrestre en Tanzanie coloniale et son master de Universität Leipzig, Allemagne, porte sur les études et les sciences politiques africaines. Il a publié des articles sur l'histoire de l'environnement africain et tanzanien.

qu'un organisme militaire avec quelques participants provenant d'autres ministères pour faire de l'effet. Il est impératif que les dirigeants politiques reconnaissent ceci et changent la teneur de l'organisme dès le début du développement d'AFRICOM avant qu'il devienne un organisme militaire solidifié, avec sa vie intrinsèque, qui rendrait les changements de cap difficiles.

Pourquoi ? et Comment ?

Les deux questions importantes auxquelles il faut répondre sont « pourquoi » et « comment » l'organisme devrait être créé et structuré. Dès le début, le but devrait être d'établir un organisme qui non seulement soutienne la politique étrangère américaine mais qui prenne aussi en compte les conditions uniques de l'Afrique. Nous ne pouvons pas simplement adapter une structure ou une méthode d'opérations d'une autre partie du monde avec quelques changements minimes (par ex. recréer le Commandement Europe ou le Commandement Pacifique) sans prêter attention à l'histoire régionale, à la culture et à la diversité. Ce n'est qu'alors que nous pourrions proposer une structure logique et cohérente.

Pourquoi avons-nous besoin d'un AFRICOM ? La réponse la plus simple est pour « soutenir la politique américaine en Afrique. » La politique africaine des États-Unis, dans tout le gouvernement, a été peu cohérente dans le passé du fait que peu de responsables au sein du gouvernement américain jugeaient que le continent avait une importance stratégique. Alors que cela pourrait changer à l'avenir, nous ne devons pas anticiper de grands changements de politique. Une telle transformation signifierait que les États-Unis changeraient le degré d'importance des liens traditionnels avec l'Europe, des liens croissants avec l'Asie et des conflits du Moyen-Orient. Comme il est peu probable que cela se produise, le mieux qu'on puisse espérer est que l'Afrique devienne un élément important dans le domaine des intérêts américains *étendus* à l'étranger. Il est certain qu'un AFRICOM

qui coordonne la politique *militaire* sur le continent a de la valeur, mais ce n'est qu'une petite partie de l'interaction tout entière des États-Unis avec l'Afrique.

Dans le numéro de mars 2006 de *National Security Strategy*, l'ancien président Bush a souligné qu'en Afrique « notre stratégie est de promouvoir le développement économique et l'expansion d'une gouvernance efficace et démocratique pour que les États africains puissent tenir le premier rôle dans le traitement des challenges africains ». ¹ Ces objectifs reposent sur une interaction efficace des différents éléments de la politique étrangère, pas seulement des forces armées. Les pays africains qui sont démocratiques et prospères économiquement n'auront pas besoin de beaucoup d'aide en matière de sécurité et seront de meilleurs partenaires pour les États-Unis quand nous aurons besoin de soutien, politique ou autre. Le fait donc qu'AFRICOM se concentre uniquement sur l'Afrique devrait aider à tisser les divers éléments disparates de la politique étrangère américaine en un seul agrégat plus cohérent, mais ce n'est possible que si la structure d'AFRICOM comprend tous les éléments importants de cette politique. ²

Comment établissons-nous un AFRICOM ? La question la plus importante ici est la considération des moyens financiers présents et futurs. Le gouvernement américain tout entier a un budget limité et un nouveau commandement dans une région du monde moins importante stratégiquement (au moins du point de vue américain) ne serait vraisemblablement pas différent. L'influence de l'Afrique va certainement fluctuer suivant les politiques du jour mais, pour raisons de cohérence et de planification, nous devons nous baser sur la supposition réaliste que les moyens financiers seront limités. En conséquence, il sera impératif de maximiser l'efficacité et la coopération avec d'autres pays. Cela comprendrait nos alliés européens et nos amis proches historiques comme le Sénégal et le Kenya, ainsi que les puissances régionales du Nigéria et de l'Afrique du Sud qui poursuivent très consciemment leurs propres intérêts.

Avec ces deux faits à l'esprit j'aimerais proposer deux principes (ou réalités) suivant lesquels AFRICOM pourrait être structuré :

Principe 1 : Les actions et les intérêts des États-Unis doivent coïncider avec ceux de nos alliés traditionnels et de nos partenaires en Afrique.

Principe 2 : L'effort militaire doit être intégré dans l'action politique et de développement sur tout le continent.

En général, le deuxième principe émerge du premier du fait de l'hypothèse réaliste de ressources financières limitées. Cette hypothèse est particulièrement importante parce qu'elle force le nouveau Commandement à travailler de façon synergique avec le gouvernement américain et avec des partenaires étrangers.

Commandement interministériel

Avec ces deux principes à l'esprit, ma première proposition est qu'AFRICOM doit évoluer pour devenir un *vrai Commandement interministériel* au lieu d'un Commandement militaire avec quelques ornements non militaires. Ce Commandement aurait trois composantes principales égales : les forces armées,

un élément politique et une section dédiée au développement (voir figure). Malgré le titre militaire de « Commandement » et le fait que c'est le secrétaire de la Défense qui est en train de créer AFRICOM, nous devons recycler nos efforts pour inclure tous les éléments importants de politique étrangère de façon égale. S'il y avait un meilleur mot pour remplacer « commandement » dans AFRICOM, il devrait souligner les missions non militaires et désaccentuer les aspects militaires. On devrait peut-être commencer avec le modèle organisationnel d'une ambassade plutôt que d'un organisme militaire ! Alors que ce ne serait peut-être pas facile à ce stade, l'action du Congrès ou du président pourrait autoriser la formation d'un nouveau type d'organisme avec un rôle civil plus important et peut-être même dominant. Une action à un niveau plus élevé est impérative, le plus tôt étant le mieux, car une fois que l'administration du Commandement sera en place, en changer la structure deviendra très difficile, voire impossible.³

Au sein de la structure d'AFRICOM, d'autres bureaux qui traitent de questions commerciales, juridiques ou de la coopération sur l'environnement seront vraisemblablement inclus, mais à un niveau organisationnel inférieur à celui des trois branches principales : forces armées, politique et déve-

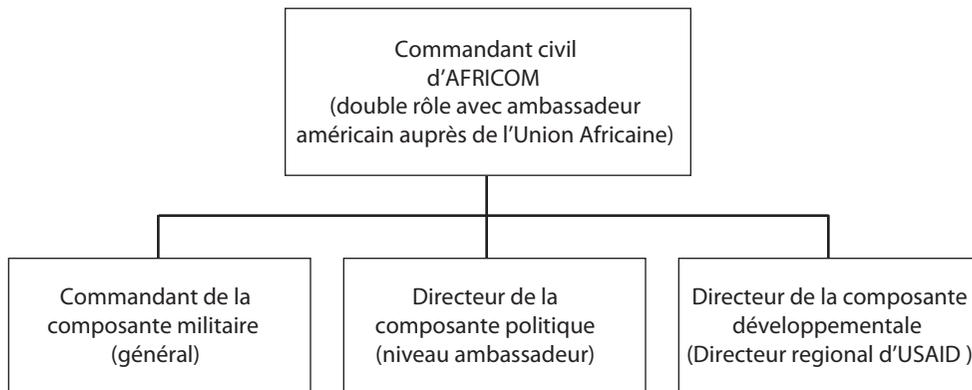


Figure. Organisation proposée d'AFRICOM

loppement. Par exemple, l'accent sur les relations commerciales (par ex. sous la guise d'attachés du secrétaire du Commerce) conviendrait bien sous le parapluie de l'organisme de développement. Les intérêts privés étayeraient le développement et l'étendraient dans de nombreux secteurs que le gouvernement ne peut pas espérer pénétrer avec ses moyens limités. De la même façon, un organisme comme l'*Environmental Protection Agency*, travaillant avec la composante du développement, pourrait aider avec les problèmes de l'environnement qui accompagnent le développement industriel africain.

En fin de compte, la composante militaire doit comprendre qu'elle soutient les objectifs politiques de la politique étrangère américaine et que dans AFRICOM ces buts (se référant au Principe 1 ci-dessus) seront vraisemblablement tempérés et formés par ceux avec qui nous travaillons. Combattre le terrorisme est par exemple l'une de nos priorités alors que la plupart des pays africains voient le terrorisme comme moins pressant et beaucoup ne le voient pas comme un problème important – dans la plupart des cas, le développement surpasse tout. Bien que l'action de développement du gouvernement américain dépende à l'heure actuelle du secrétariat des Affaires étrangères par l'intermédiaire de l'*US Agency for International Development* – USAID, il faut prendre en considération l'idée de donner à l'action d'USAID la même importance qu'à l'action politique. Cela donnerait à USAID son importance véritable là où l'agence peut avoir un impact maximum et faire le plus de bien – pour les pays africains et, par extension, la politique américaine.

Un deuxième exemple concerne le besoin en ressources des États-Unis. Les États-Unis sont concernés par l'accès aux matières premières de l'Afrique, en particulier au pétrole. C'est un sujet brûlant pour le reste du monde ; une grande partie du monde pense que nous ne sommes en Irak que pour le pétrole. Les politiciens n'ont malheureusement pas fait grand-chose pour dissiper cette accusation. Les ressources sont importantes, mais la plupart des gouvernements – quelle que soit leur idéologie – continueront de vendre au plus

offrant. Cela est particulièrement vrai pour les ressources que l'on peut obtenir de nombreux fournisseurs. Nous pouvons donc considérer l'accès au pétrole et aux autres ressources naturelles comme une priorité de deuxième ordre et ne pas mettre l'accent dessus. D'un autre côté, les pays africains sont en général intéressés par des marchés garantis pour leurs produits agricoles, un domaine où nous pouvons aider, mais en dehors de la structure militaire.

Se basant sur les deux principes énoncés ci-dessus et les étendant, six facteurs demandent clairement cette macro-organisation proposée d'AFRICOM : budget, accès, confiance, opérations, exemple et histoire. Chacun des ces facteurs demande clairement un commandement qui soit vraiment interministériel, combinant de façon synergétique les points forts des trois éléments principaux – militaire, politique et développement.

1. *Budget*. Il sera restreint ; il faut donc tout faire pour rendre les opérations aussi synergétiques que possible (Principe 1). Nous devons nous montrer prêts à travailler avec nos alliés plus que de façon nominale dans des opérations, positionnements et planifications réels. Nous devons d'un côté coordonner nos activités avec nos alliés de l'OTAN qui sont traditionnellement actifs en Afrique. Il s'agit principalement de la France et, dans une moindre mesure, de la Grande-Bretagne, ainsi que d'autres pays européens alliés qui consacrent de plus en plus de ressources matérielles et humaines au continent. En général, de nombreux intérêts américains en Afrique, comme la promotion de la stabilité et de la démocratie tout en fournissant une aide humanitaire d'urgence, sont parallèles à ceux des pays européens. D'un autre côté, nous devrions travailler de façon étroite avec nos partenaires africains, acceptant leur aide et leurs suggestions quand c'est approprié. Cela nous aidera non seulement à conserver nos ressources, mais travailler avec nos partenaires africains nous aidera aussi à les assister à faire progresser leurs propres intérêts.

Un bon exemple ici serait la coopération américaine qui facilite les opérations de maintien de la paix – PKO. Comme dans de nom-

breuses PKO antérieures sous l'égide des Nations Unies ou d'autres organismes, les pays africains tendent à accepter de fournir des troupes, mais ont besoin d'aide logistique – matériel, ravitaillement et transport. Les États-Unis peuvent peut-être économiser de l'argent en faisant en sorte que les pays africains contribuent aux PKO approuvées par les États-Unis, mais seulement s'il y a une réciprocité et si nous aidons dans des PKO que des pays africains voudraient entreprendre, mais ne sont pas aussi importantes pour la politique étrangère américaine. Si nous considérons les opérations de maintien de la paix ouest-africaines au Liberia commençant en 1990, les forces armées américaines n'ont aidé directement au transport aérien des troupes au Liberia qu'en 1997, en préparation pour les élections.⁴ On peut peut-être dire que les soldats du maintien de la paix ouest-africains auraient été plus efficaces s'ils avaient eu un accès plus direct à un soutien logistique fiable.

Un commandement interministériel pourrait aider aux efforts budgétaires en combinant les actions militaires à court terme avec les actions à long terme des autres organismes du gouvernement américain. Dans le domaine du maintien de la paix, *United States Agency for International Development* – USAID a été souvent engagé dans la démobilisation et la réintégration post-conflit, une chose qui découle naturellement des PKO et utiliserait les fonds de façon plus efficace si toutes les étapes, du déploiement originel des troupes à la réintégration finale des combattants, étaient planifiées ensemble.

2. *Accès*. Pour toute opération il nous faut des accès aux gens, aux installations et à la bonne volonté des partenaires. La France a établi des bases aériennes en Afrique centrale et occidentale qu'elle a utilisées dans le passé ; nous pourrions vraisemblablement les utiliser si nous coopérons avec la France. En outre, l'accès aux ports, à d'autres aéroports et à une infrastructure additionnelle serait facilité si nous travaillions avec nos partenaires africains pour les aider à résoudre leurs problèmes. Une Amérique qui semble être une puissance néo-impériale ne sera pas accueillie aussi

chaudemment et volontairement (sauf avec de gros paiements – voir budget ci-dessus) que quelqu'un qui les aidera à résoudre ce qu'ils considèrent comme étant leurs problèmes.

Il faut ajouter que travailler de près avec la France ou d'autres partenaires nous donnerait accès à des réseaux qu'il nous serait normalement difficile de joindre. La France, au cours des années, a développé des réseaux personnels en Afrique francophone qui pourraient nous être utiles pour atteindre nos objectifs de politique étrangère si nous nous associons avec eux. Les diverses opérations antiterroristes dans le Sahel, par exemple, ont été assez efficaces avec la coopération des gouvernements locaux, mais leur efficacité aurait été accrue si nous avions des relations à long terme avec les partenaires africains et la France, qui sont tous dans la région depuis bien plus longtemps que les États-Unis y ont même montré un intérêt. De la même façon, l'accès aux organismes non militaires, spécifiquement aux organismes non gouvernementaux, serait facilité par une participation civile importante au Commandement.

3. *Confiance*. Des contacts fréquents pendant de longues périodes vont non seulement augmenter la confiance interpersonnelle, mais, par extension, la confiance dans les motifs américains en Afrique. Un organisme qui n'est pas purement militaire inspirera la confiance en apportant des points de vue américains différents et des capacités différentes. Les forces armées américaines sont connues pour arriver, résoudre le problème puis partir. De nombreuses opérations militaires en Afrique ont été à court terme et n'ont résolu le problème que partiellement. En Somalie par exemple, les forces armées américaines sont parties rapidement après qu'un petit nombre d'*US Army Rangers* ait été tué en octobre 1993. En 1994, les forces armées américaines participèrent à l'évacuation de citoyens des pays occidentaux du Rwanda mais se retirèrent plutôt que d'intervenir dans le génocide. En 2003, les *Marines* américains ont débarqué brièvement au Liberia pour établir la sécurité, mais partirent au bout de deux mois. Les forces armées américaines, tout en étant efficaces dans leurs missions désignées,

n'ont apporté que peu d'assistance aux populations locales.

Si nous considérons la période de 2001 à 2007, le *US European Command* – EUCOM a fait 14 manœuvres et sept opérations avec des noms différents en Afrique pour soutenir des pays africains.⁵ Six des manœuvres étaient des missions d'assistance médicale à court terme (c.-à-d. MEDFLAG) qui apportèrent l'assistance nécessaire mais prirent fin rapidement – une base insuffisante pour établir des relations en vue d'une coopération à long terme. De la même façon, les deux opérations de secours après un tremblement de terre (en Algérie et au Maroc) ont sans aucun doute aidé les gens mais n'ont pas établi de contacts à long terme. D'un autre côté, le nombre de programmes de formation forces armées à forces armées (deux) et les manœuvres (six) ont fourni un nombre limité de contacts, qui ne permettront ni aux relations de se développer pleinement, ni de continuer, sauf dans des circonstances très limitées. EUCOM a, de la même façon, un nombre d'actions en cours avec des pays africains (comme l'assistance humanitaire et le déminage humanitaire, l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme et autre soutien de base aux organismes régionaux), fournissant des contacts supplémentaires limités. On peut penser qu'un AFRICOM dominé par les forces armées renforcera cette action, mais cela est peu probable avec les restraints budgétaires.

Il n'est pas surprenant que les dirigeants de nombreux pays aient une suspicion inhérente des capacités militaires américaines. Nous avons la capacité militaire de faire beaucoup de choses, allant de grandes opérations terrestres comme la première guerre du Golfe et l'opération *Iraqi Freedom* aux actions de choc précises lancées d'un B-2 en vol de l'autre côté du globe aux petites opérations secrètes. Alors que nous ne désirons peut-être pas intervenir dans les nations africaines de cette façon, un organisme purement militaire fait surgir des images d'opérations américaines passées. Par exemple, de nombreux Africains connaissent notre histoire d'interventions militaires manifestes en Amérique

Latine et les changements de gouvernement moins manifestes soutenus par les États-Unis, tels que le coup d'état en Iran en 1953, soutenu par les États-Unis, qui amené le Shah au pouvoir. De la même façon, les capacités militaires américaines dans le domaine de la surveillance (par ex. espionnage) sont connues du public et font froncer les sourcils quand on soupçonne qu'elles puissent être dirigées contre nos partenaires africains. Dans son essai (voir l'article précédent), le Dr. Abel Esterhuyse, de l'Afrique du Sud, fait part de cette peur réelle dans certains milieux africains que la création d'AFRICOM pourrait signaler la militarisation de la politique américaine en Afrique et met l'accent sur l'accusation que les États-Unis utilisent la lutte contre le terrorisme pour accéder aux ressources africaines.⁶ Ce sont deux craintes qu'un organisme militaire ne peut pas facilement dissiper.

D'un autre côté, le secrétariat des Affaires étrangères et USAID, civils, sont plus connus pour se concentrer sur le long terme et pour former leur personnel à travailler avec des partenaires étrangers, y compris par une meilleure maîtrise des langues, que ne le sont les forces armées. Le secrétariat et USAID peuvent prendre leur temps pour développer des relations personnelles avec d'autres dirigeants et ils tendent à rester dans la région plus longtemps, maintenant ces liens personnels et facilitant le travail entre pays sur une base civile. Les forces armées peuvent capitaliser sur la perspective à long terme des autres éléments américains pour obtenir et maintenir la confiance de leurs partenaires africains et, dans leurs contacts, aller au-delà de forces armées à forces armées (Principe 2). Dans de nombreux pays, les forces armées ne sont pas toujours très aimées du fait d'une histoire de coups d'état, de régimes militaires ou de guerres civiles (par ex. Congo, Ouganda et Libéria). Les opérations US-Afrique rencontreront donc souvent un certain scepticisme sans la confiance créée par les fonctionnaires civils américains travaillant côte à côte.

4. *Opérations.* D'un point de vue historique, très peu d'opérations américaines en Afrique ont été strictement des combats forces armées contre forces armées, mais plutôt des opéra-

tions de caractère mixte comme aide humanitaire, évacuation de non-combattants ou formation (comme discuté ci-dessus). Toutes ces opérations mixtes comportent une composante politique et développementale importante ; les forces armées doivent donc travailler avec d'autres secteurs du gouvernement américain et aussi d'autres secteurs du gouvernement de nos partenaires (Principe 2). Un AFRICOM construit pour intégrer les trois composantes américaines maintiendra la cohérence dans les opérations et servira les intérêts des partenaires locaux africains avec une faible augmentation du coût de notre part. En outre, les forces armées peuvent fonctionner, et en fait fonctionnent souvent, comme catalyseur des deux autres éléments de la puissance américaine – la politique et le développement (en particulier, entre autres, avec le transport aérien). En fin de compte, la structure des forces armées doit être bâtie pour soutenir la politique étrangère américaine, pas seulement pour opérer de façon autonome.

La Somalie en 1993-1994 fournit un bon exemple qui renforce cette position. L'opération *Restore Hope* commença comme une mission d'assistance humanitaire, accomplie par les forces armées et elle devint ensuite une mission militaire pour chasser les leaders de clans. La mission militaire échoua et le président Clinton annula en fait la mission tout entière. Comprendre mieux la situation et être plus désireux de discuter avec les chefs de clan, tâches diplomatiques, auraient pu empêcher l'escalade de la violence militaire qui amena l'échec de la mission.

5. *Exemple.* Sur un continent ayant une histoire de coups d'état militaires, nous ne voulons pas prouver qu'une structure purement ou essentiellement militaire en Afrique peut fonctionner à elle seule (Principe 2). Un organisme militaire américain subordonné localement à un patron civil et travaillant avec des organismes civils fournit un exemple américain de la place des forces armées en société et aiderait à décourager les interventions militaires. D'un côté plus pratique, quand les opérations des forces armées américaines sont étroitement coordonnées avec les composan-

tes politiques et développementales américaines, l'étendue des contacts à l'intérieur du gouvernement africain partenaire sera supérieure, renforçant les autres gouvernements contre la puissance de leurs propres forces armées.

Pendant les années 1960 et 1970, beaucoup, en Afrique et à l'étranger, considéraient les forces armées comme une force de modernisation dans la société africaine. Des segments de population africaine ont donc soutenu les coups d'état militaires et les États-Unis ont souvent regardé de l'autre côté quand cela s'est produit. Les forces armées n'ont pas prouvé par la suite qu'elles étaient capables de gouverner comme espéré. À l'heure actuelle, les forces armées américaines sont très capables d'accomplir même des tâches civiles (par ex. police, distribution d'assistance alimentaire, fourniture de services médicaux, conseiller le gouvernement). Malgré cette capacité, nous ne voulons pas encourager les forces armées africaines à croire qu'elles peuvent tout faire seules et donc encourager une intervention politique potentielle. Un AFRICOM avec une direction civile montrera la place correcte des forces armées américaines dans la société.

6. *Histoire.* À la différence de l'Europe après la deuxième guerre mondiale où les États-Unis établirent un commandement (éventuellement EUCOM) dans une Allemagne vaincue, les États-Unis essayeront de travailler avec de nombreux gouvernements africains fiers et indépendants. Pour réussir à baser des forces américaines en Afrique, les États-Unis devront approcher les Africains comme des égaux et travailler avec eux pour que les relations soient mutuellement avantageuses (Principe 1). Il ne faut pas que les États-Unis soient considérés comme une puissance occupante pendant que l'ère coloniale est encore fraîche à l'esprit de nombreux Africains. En outre, l'image de l'opération *Iraqi Freedom* et de la contre-insurrection en cours en Irak resteront pertinente en Afrique pendant longtemps, illustrant des intentions coloniales américaines soupçonnées. Le meilleur plan combine donc opérations politiques et développementales qui désaccentuent la composante militaire.

Nous devons nous rappeler que les luttes et guerres de libération sont encore fraîches dans l'esprit de nombreux leaders africains et que les États-Unis se sont souvent trouvés du « mauvais côté » du conflit. Pendant la guerre froide, les États-Unis ont soutenu le gouvernement à majorité blanche d'Afrique du Sud, ayant peur que le Congrès national africain (ANC) ait des sympathies communistes. L'ANC démocratiquement élu est maintenant au pouvoir et nombreux sont ceux qui, au sein du parti, se souviennent de notre soutien de la partie adverse. De la même façon, les États-Unis ont soutenu le Portugal dans sa tentative infortunée de supprimer les luttes de libération au Mozambique et en Angola, puis ont soutenu des mouvements insurrectionnels impopulaires mais « anticommunistes » : le RENAMO en Mozambique et l'UNITA en Angola. Les générations de leaders africains sont en train de changer, mais on se rappelle plus des États-Unis comme soutenant le statu quo colonial que comme une puissance anticoloniale.

Esterhuysen fait ressortir que la création d'AFRICOM « est menée par des considérations négatives à propos de l'Afrique plus que par des intérêts positifs » qui comprennent une concurrence potentielle de grande puissance en Afrique entre les États-Unis et la Chine, rappelant l'époque de la guerre froide.⁷ Cette crainte remet l'accent sur l'importance d'un AFRICOM à trois piliers – militaire, politique et développement. La concurrence entre les États-Unis et la Chine dans le domaine du développement (et peut-être du domaine politique) pourrait être utilisée par les pays africains pour faire progresser leurs propres aspirations et améliorer leur économie, alors que la concurrence militaire amènerait simplement militarisation et destruction comme pendant les conflits par intermédiaires de la guerre froide.

Poste : Addis-Abeba

Se concentrant sur l'histoire récente de l'Afrique indépendante, le quartier général d'AFRICOM devrait être situé à Addis-Abeba,

Éthiopie. Les querelles intra-africaines mises à part, cette ville a été le point central de la poursuite africaine de l'indépendance et de l'unité. L'Éthiopie n'a jamais été colonisée et le rouge, le jaune et le vert du drapeau éthiopien sont reconnus comme les couleurs panafricaines. Addis-Abeba donne corps au concept « d'Afrique » comme un seul continent avec ses propres intérêts africains uniques. Les pays africains eux-mêmes ont choisi cette ville comme quartier général de l'organisation de l'Unité africaine en 1963 et de son successeur, l'Union africaine (AU), lors de son établissement en 2001. La politique américaine soutient les efforts régionaux et panafricains de l'AU y compris ses tentatives de maintien de la paix.

D'un point de vue pratique, les relations entre les États-Unis et l'Éthiopie sont bonnes, ce qui faciliterait l'établissement d'un quartier général naissant. On peut certainement discuter du fait que l'infrastructure éthiopienne ne pourrait pas facilement soutenir la structure d'un grand commandement, mais le quartier général n'a pas forcément besoin d'être un organisme important – seulement assez important pour fournir une interaction efficace avec l'Union africaine. Addis-Abeba abrite déjà de nombreuses ambassades ; une autre structure de la taille d'une ambassade ne placerait donc pas une charge trop lourde sur cette ville.

Le commandant civil d'AFRICOM devrait être l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union africaine. Non seulement ce diplomate représente déjà les États-Unis au niveau continental, mais, comme discuté ci-dessus, est aussi un civil et cela mettrait l'accent sur la tradition américaine de contrôle civil des forces armées. Alors que la nomination de ce diplomate comme leader d'un organisme partiellement militaire peut demander un acte du président ou du congrès et une modification de la loi, ce n'est pas vraiment un nouveau concept car le président et le secrétaire de la Défense, les deux leaders principaux des forces armées, sont des civils.

Alors que le quartier général d'AFRICOM serait à Addis-Abeba, les composantes diplomatiques, militaires et développementales

pourraient être réparties sur tout le continent, plus proches des groupes régionaux plus fonctionnels. Toutes les composantes militaires devraient obligatoirement être co-implantées avec les éléments diplomatiques et développementaux, mettant l'accent sur la coopération et la supervision civile. Aux niveaux inférieurs, les composantes militaires seraient idéalement appariées avec des pays possédant des capacités similaires pour encourager la coopération (Principe 1).

Par exemple, la sous-composante aviation pourrait être basée dans un pays ayant sa propre armée de l'air opérationnelle. Ce quartier général pourrait être une base de secours avec un personnel minimum comme celles d'Europe de l'est ou posséder un petit nombre d'appareils en stationnement permanent. La sous-composante aviation aura surtout besoin d'avions de transport pour soutenir au mieux la politique des États-Unis et de ses partenaires. Avions de transport au lieu d'avions de chasse ou de reconnaissance mettraient l'accent sur les projets coopératifs et désaccentueraient la militarisation. Il est inutile de dire que le nombre d'éléments américains stationnés en Afrique serait vraisemblablement toujours très bas, mais une base permanente d'un type ou l'autre cimenterait les relations des États-Unis avec les pays africains, signalerait notre intention de demeurer engagé à long terme et permettrait au commandement de fonctionner de façon indépendante.

Se développant à partir de ce centre, la sous-composante aviation devrait peut-être être représentée dans chaque région (par ex. Afrique occidentale en coopération avec la Communauté économique des États d'Afrique occidentale – ECOWAS ou l'Afrique australe, travaillant avec la Communauté de développement d'Afrique australe – SADC, etc.) pour soutenir les opérations des partenaires. Si les États-Unis devaient baser en permanence des avions de transport C-130 en Afrique, il serait bon de les stationner avec une autre armée de l'air utilisant les mêmes appareils. Le personnel américain et le personnel africain pourraient partager l'expérience et la formation et s'entraider pendant les périodes d'opérations intensives.⁸ Cela serait utile pour

l'armée de l'Air des pays africains ainsi que pour celle des États-Unis. Les forces armées américaines pourraient peut-être fournir une plus grande quantité de matériel et une plus grande compétence technique, les forces armées africaines pourraient fournir la connaissance de la langue, la connaissance de la région et l'enthousiasme pour opérer dans la région.

Conclusion

La création d'AFRICOM est en cours, il doit se dégager de l'autorité du secrétaire de la Défense (de ce fait un organisme essentiellement militaire) et devenir un vrai organisme interministériel. On peut espérer alors qu'il deviendra un organisme qui satisfait aux besoins des États-Unis mais aussi à ceux de nos partenaires en Afrique – un vrai effort multilatéral.

Quelle idée de l'Amérique voulons-nous donner à l'Afrique ? Au printemps 2003 pendant les opérations militaires en Irak, j'étais à Dar es-Salaam, Tanzanie et j'ai parlé à de nombreux Tanzaniens ordinaires lors de mes propres recherches historiques.⁹ Un sujet qui est revenu souvent était les opérations militaires américaines imminentes en Tanzanie. Beaucoup croyaient que la nouvelle et très spacieuse ambassade américaine en construction était prévue comme une base militaire. Bien que ces observations n'aient pas été scientifiques, j'ai eu l'impression que de nombreux Tanzaniens considéraient les États-Unis comme un danger potentiel. La Tanzanie est dans une région du monde où nous n'aurions objectivement que peu de raisons d'interférer. De leur point de vue, les Tanzaniens considèrent naturellement leur pays comme très important pour les États-Unis et une cible potentielle ! Dirigeants et planificateurs d'AFRICOM ne doivent jamais oublier que le sentiment populaire et les perceptions locales infirmeront toujours les annonces et les communiqués de presse.

Alors que nous dépassons l'opération *Iraqi Freedom* et la perception que les États-Unis agissent seuls, nous aimerions retourner à l'image américaine qui existait après la deuxième guerre mondiale. Après ce cata-

clysmes, le monde ne considéra pas les États-Unis comme un géant conquérant, avec l'intention d'imposer sa volonté sur le reste du monde, mais plutôt comme un pays désireux de travailler multilatéralement pour résoudre les problèmes du monde. Les États-Unis ont gagné cette réputation par leur participation à l'établissement de nombreux organismes consultatifs et fonctionnels où de nombreux pays sont représentés. Sur tout, les Nations Unies ont été une lueur d'espoir, mais l'ont été aussi des institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les alliances militaires et le Plan Marshall en Europe. Les États-Unis ont contribué à établir un grand nombre de ces organismes pour contenir l'Union soviétique ; mais grâce à un accent souvent non militaire, ils ont créé de la bonne volonté et atteint des objectifs autres que militaires, faisant ainsi progresser la politique de

sécurité américaine. Le Plan Marshall, par exemple, a amené exactement les résultats désirés, une Europe de l'ouest stable, prospère et démocratique. Cette Europe prospère a pu, en fait, soutenir les États-Unis dans le domaine de la sécurité par l'intermédiaire de l'OTAN. Bien que la situation ne soit pas la même en Afrique aujourd'hui, nos relations croissantes avec les pays africains méritent le même engagement de toutes les parties du gouvernement pour qu'elles se développent de façon positive à l'avenir. Comme le *National Strategy for Combatting Terrorism* (Septembre 2006) le déclare : « Dans le long terme, gagner la guerre contre le terrorisme signifie gagner la bataille des idées. »¹⁰. Dans cette optique, nous voulons que les pays africains voient les États-Unis comme venant aider, pas pour casser des choses, parce que c'est la seule manière qui permettra aux relations de croître et de demeurer fortes dans les années à venir ! □

Notes

1. La Maison Blanche, *The National Security Strategy of the United States of America* (Washington, DC: White House, March 2006), 37.

2. Voir Abel Esterhuyse, « L'irakisation de l'Afrique ? AFRICOM du point de vue sud-africain ». pp. 19-32 de ce numéro. Esterhuyse analyse la perspective réaliste de la création d'AFRICOM. Cette perspective est essentielle puisque les dirigeants politiques vendent normalement les nouvelles initiatives comme AFRICOM au public américain en mettant l'accent sur la façon dont les États-Unis vont profiter (par ex. l'importance du pétrole du Nigeria dans l'économie américaine). C'est peut-être inévitable, mais il nous faut aussi réaliser que les membres des forces armées ont tendance à partager cette perspective réaliste. Ils approcheront donc la création de ce nouveau Commandement pour atteindre ces objectifs et mettront donc l'accent sur les questions de sécurité.

3. Je réalise que ce schéma simple apporte beaucoup plus de questions que de réponses. Des postes diplomatiques similaires en Europe, par exemple la Mission américaine auprès de l'OTAN et la Mission américaine auprès de l'Union européenne offrent déjà une idée des possibilités et challenges que cette proposition pour AFRICOM doit rencontrer. En outre, une question importante qui n'est pas discutée ici est celle des relations entre AFRICOM et les ambassades américaines en Afrique. Ce sont des questions importantes qu'il faut traiter, mais qui

ne doivent rien enlever aux raisons exprimées ici pour un vrai organisme interministériel.

4. Voir le sommaire historique des opérations de USCOM à <http://www.eucom.mil/english/Operations/history.asp>.

5. Ibid.; et <http://www.eucom.mil/english/Exercises/main.asp>. Note: Je n'ai pas compté les deux opérations d'évacuation de non-combattants en 2002 (République Centre Africaine et Côte d'Ivoire) puisqu'elles étaient conçues pour sauver des Américains et non pour aider des pays africains.

6. Esterhuyse, "Iraqization of Africa?" 19-32.

7. Ibid., 114.

8. Le système de stationnement pourrait copier l'expérience gagnée dans la "Total Force Initiative" de l'*US Air Force* dans laquelle l'*US Air Force* stationne ensemble des unités d'active, de réserve et de l'*Air National Guard*. De cette façon, les unités d'active bénéficient de l'expérience des forces de réserve.

9. Le fait que j'ai fait des recherches historiques sur un sujet non lié aux questions militaires ou de défense est important, car je n'ai pas entamé les conversations sur les forces armées américaines ni sur les relations États-Unis-Tanzanie.

10. Executive Office of the President, *National Strategy for Combatting Terrorism* (Washington, DC: Office of Homeland Security, September 2006), 7.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp